

Direction de la Communication
Service des porte-parole
Directorate of Communications
Spokespersons Service
F – 67075 STRASBOURG
Tel : +33/(0)3 88 41 25 60
Email : pressunit@coe.int



EMBARGO JUSQU'AU PRONONCE
VERIFICATION A L'ECOUTE

D 04(2021)
27.01.2021

Intervention de

Tedros Adhanom Ghebreyesus

Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé

à l'occasion de la
1ère partie de la session ordinaire de 2021
de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

(Strasbourg, 25-28 janvier 2021)

(Extrait du compte rendu des débats)

Monsieur Rik DAEMS, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe,
Madame Jennifer DE TEMMERMAN, rapporteur de la résolution,
Excellences,
Honorables membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe,

Je vous remercie de m'avoir invité à me joindre à vous aujourd'hui. Permettez-moi tout d'abord de féliciter l'Assemblée parlementaire pour votre engagement à maintenir une réponse à la pandémie COVID-19 en tête des programmes nationaux.

Je salue également le rapport examiné aujourd'hui pour l'accent qu'il met sur la coopération internationale en vue d'une distribution juste et équitable des vaccins, la récente déclaration du Conseil de l'Europe en fait également mention.

Je salue la résolution dont vous allez débattre aujourd'hui, qui reconnaîtra le vaccin COVID-19 comme un bien public mondial.

C'est en temps de crise comme celle-ci que nos principes supérieurs sont les plus importants. Cette pandémie nous a mis à l'épreuve comme jamais auparavant. Aujourd'hui, alors même que nous avons mis au point des vaccins en un temps record, elle nous met à nouveau à l'épreuve. L'équité en matière de vaccins n'est pas seulement un impératif moral. La fin de cette pandémie en dépend. Ce principe fondamental est reconnu par de nombreux gouvernements européens et par la Commission européenne qui ont soutenu des dispositifs pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19. Au cours des neuf derniers mois, ce partenariat historique a jeté les bases d'une distribution et d'un déploiement équitables des outils permettant de sauver des vies.

Nous disposons de nouveaux tests rapides qui fournissent des résultats en moins de 30 minutes et qui seront bientôt mis en place. Nous avons identifié la dexaméthasone pour traiter les maladies graves, qui est stockée pour être utilisée dans les pays à revenu faible à modéré. La mise au point et l'approbation de vaccins sûrs et efficaces, moins d'un an après l'émergence de ce nouveau virus, est une réalisation scientifique étonnante. Cela nous donne à tous une raison d'espérer bien nécessaire.

Un vaccin figure désormais sur la liste des vaccins à utiliser au titre de la procédure pour les situations d'urgence de l'OMS, et trois sont autorisés à être utilisés en cas d'urgence par des autorités réglementaires strictes. L'OMS s'efforce d'accélérer l'examen réglementaire de plusieurs autres vaccins inscrits sur la liste des médicaments d'urgence, en collaboration avec les gouvernements nationaux et des organismes régionaux tels que l'Agence européenne des médicaments. COVAX a maintenant obtenu deux milliards de doses de cinq producteurs avec des options sur plus d'un milliard de doses supplémentaires pour 2021 et début 2022. Nous prévoyons que COVAX effectuera ses premières livraisons le mois prochain. En bref, COVAX est prêt à livrer ce pour quoi il a été créé.

Je tiens à remercier nos partenaires GAVI et CEPI pour leur travail exceptionnel qui nous a permis d'en arriver là. Ensemble, nous avons surmonté les obstacles scientifiques, juridiques, logistiques et réglementaires. Alors même que les premiers vaccins commencent à être déployés, la promesse d'un accès équitable est sérieusement menacée. Nous sommes maintenant confrontés au danger réel que, même si les vaccins apportent de l'espoir aux habitants des pays riches, une grande partie du monde pourrait être laissée pour compte. Certains pays et entreprises concluent des accords bilatéraux, contournent COVAX, font grimper les prix et tentent de se hisser en tête de liste.

Les vaccins COVID-19 sont maintenant administrés dans 50 pays du monde entier, dont la quasi-totalité sont des pays riches. 75% des doses ont été déployées dans seulement 10 pays. Il est compréhensible que les gouvernements veuillent donner la priorité à la vaccination de leurs propres travailleurs de la santé et aux personnes âgées, mais il n'est pas normal que les adultes plus jeunes et en meilleure santé des pays riches soient vaccinés avant les travailleurs de la santé et les personnes âgées des pays pauvres. J'espère que vous comprendrez cela. La situation est aggravée par le fait que la plupart des fabricants ont donné la priorité à l'approbation réglementaire dans les pays riches plutôt que de soumettre des données complètes à l'OMS pour l'inscription à la procédure pour les situations d'urgence.

Nous devons travailler ensemble pour donner la priorité aux personnes les plus exposées aux maladies graves et aux décès dans tous les pays. L'émergence de variantes à diffusion rapide rend

d'autant plus important le déploiement rapide et équitable des vaccins. L'approche « moi d'abord » laisse les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde en danger. C'est aussi une approche qui va à l'encontre du but recherché. Ces actions ne feront que prolonger la pandémie, les restrictions nécessaires pour l'endiguer et les souffrances humaines et économiques.

Une étude publiée cette semaine par la fondation de recherche de la Chambre de Commerce Internationale a révélé que le nationalisme vaccinal pourrait coûter jusqu'à 9,2 billions de dollars à l'économie mondiale. Près de la moitié de cette somme, soit 4 500 milliards de dollars, serait engagée dans les économies les plus riches. Un partage rapide et équitable des doses est essentiel si nous voulons surmonter cette pandémie.

Si de nombreux pays européens ont apporté de généreuses contributions financières à COVAX, des fonds sont encore nécessaires pour achever l'achat des deux milliards de doses fixées. Il est tout aussi important que COVAX reçoive en temps utile des dons de doses supplémentaires du vaccin que tant de pays ont obtenu. C'est un autre moyen essentiel par lequel COVAX peut répartir équitablement les doses de vaccin pour vacciner des populations supplémentaires. Pour parler franchement, de nombreux pays ont acheté plus de vaccins qu'ils n'en avaient besoin. Il est essentiel que COVAX reçoive ces doses supplémentaires rapidement, et non ce qui restera dans plusieurs mois. Des vies en dépendent. Nous avons besoin que les gouvernements, les producteurs de vaccins et la communauté mondiale agissent de toute urgence pour mettre en œuvre l'équité en matière de vaccins. Je demande à tous les pays d'agir de manière solidaire. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrons mettre un terme à cette pandémie.

J'ai cinq mesures essentielles que les pays doivent prendre.

Premièrement, établir des priorités. Nous devons protéger les infrastructures de COVAX et veiller à ce que tout puisse fonctionner comme prévu. L'OMS doit recevoir les données relatives aux vaccins en même temps que les autres organismes de réglementation, afin d'accélérer la fourniture de vaccins à tous les pays.

Deuxièmement, il faut agir en toute équité. Les doses excédentaires doivent être partagées ou les pays doivent suspendre leurs droits d'accès aux doses de COVAX une fois qu'ils ont vacciné leurs agents de santé et les personnes âgées pour permettre aux autres pays de faire de même.

Troisièmement, être responsable. Tous les partenaires doivent tenir les promesses qu'ils ont faites et faire tout leur possible pour augmenter les volumes de vaccins approuvés, notamment par un transfert accru de technologies de production et l'octroi de licences.

Quatrièmement, être prêt. Tous les pays doivent s'assurer que les mécanismes réglementaires et logistiques sont en place pour déployer et intensifier les tests, les traitements et les vaccins et veiller à ce qu'aucune dose ne soit gaspillée.

Et cinquièmement, être transparent. Nous demandons à tous les pays ayant des contrats bilatéraux et un contrôle de l'approvisionnement d'être transparents sur ces contrats avec COVAX, y compris sur les volumes, les prix et les dates de livraison. Les parlements ont un rôle essentiel à jouer tant dans la défense des intérêts que dans l'engagement communautaire, en tenant les gouvernements responsables, en luttant contre la désinformation et en allouant des budgets adéquats aux priorités politiques.

Enfin, je voudrais souligner que le comité d'urgence de l'OMS, convoqué en vertu du règlement sanitaire international, a déterminé qu'exiger une preuve de vaccination pour les voyageurs internationaux n'a pas de sens à l'heure actuelle. Les voyageurs ne sont pas considérés comme un groupe à haut risque et il n'existe aucune preuve que les vaccins réduisent la transmission.

Chers collègues et honorables membres, 2021 peut et doit être une année d'espoir renouvelé lorsque nous aurons surmonté la phase aiguë de la pandémie. Ensemble, nous devons veiller à ce que la vaccination des travailleurs de la santé et des personnes âgées soit en cours dans tous les pays au cours des 100 premiers jours de cette année. Il nous reste 74 jours. Le temps presse et les enjeux ne pourraient pas être plus élevés. Chaque instant compte.

Je vous souhaite une discussion fructueuse et vous remercie de m'avoir invité. C'est un honneur de me joindre à vous. Je vous remercie.